

Réussir son parcours scolaire en Afrique francophone :
une tâche difficile mais possible
Conférence Alliance française de Cuneo
11 novembre 2021

Bonsoir et merci de m'accueillir parmi vous ce soir.

I. Introduction

En préparant cette présentation, je me suis rendu compte que son titre est bien lourd. Mais je ne l'ai pas changé pour une bonne raison : les résultats des examens nationaux de fin d'année en démontrent la vérité.

Prenons l'exemple du taux de réussite en Côte d'Ivoire ces deux dernières années:

- Fin du primaire : 95% en 2020 contre 52% en 2021
- BEPC (examen national pour terminer le collège) : 53% en 2020 contre 41% en 2021 ;
- Baccalauréat : une chute catastrophique de 46 % à 26 %.

La baisse de 43, 12 et 20 points montre bien évidemment les effets de la pandémie. On pourrait dire un véritable fléau pour les étudiants.

Mais si nous examinons seulement les taux de réussite de 2020 pour les deux examens du secondaire, il faut reconnaître la justesse de mon titre compliqué : le parcours scolaire est possible mais difficile. Pour tous les étudiants : pour les 53% qui réussissent au BEPC, et les 47% échouent ; pour les 46% qui passent leur Bac, et les 54% d'autres qui échouent.

En d'autres termes, trop d'étudiants n'arrivent à la fin ni du collège ni du lycée.

Je reviendrai plus tard sur les résultats franchement étonnants du primaire en 2020 avec 95% de réussites.

D'où vient cet intérêt pour la Côte d'Ivoire ?

En 2013, mon mari et moi avons créé un petit fonds de famille pour soutenir des projets en Afrique. On l'appelle Moringa. Le moringa est une plante miracle--souvent appelé « arbre de vie »—dont les feuilles sont mondialement connus pour leurs vertus médicinales, nutritionnelles et cosmétiques. Cette plante, foisonnante et vitale, donne forme à nos espoirs pour l'éducation en Afrique.

Beaucoup de souvenirs me restent de notre premier voyage en Côte d'Ivoire la même année.

Une image surtout : le visage d'une jeune fille dans la salle d'études du Foyer Notre Dame à Adzopé, une ville à 80 km au nord-est d'Abidjan.

Elle était jeune, en classe de sixième ou cinquième. Quand je lui ai posé des questions sur la matière qu'elle révisait, elle ne roula pas les yeux mais presque.

Comment l'encourager ? Comment la faire comprendre la chance qu'elle avait d'être pensionnaire Foyer ? Que les leçons qui ne l'intéressaient manifestement pas serviraient un jour à quelque chose qu'elle ne voyait pas encore ? Qu'il fallait tenir bon ?

Cette fille aux grands yeux était ennuyée mais moi, j'étais naïve.

Il m'a fallu du temps, des années de visites, pour commencer à comprendre, même un peu, la réalité scolaire que les jeunes comme cette fille vivent. Comprendre que mes espoirs pour ces jeunes n'étaient pas les leurs. Que je devais d'abord me mettre moi à mieux comprendre d'où elles venaient pour mieux les persuader qu'elles avaient des horizons plus larges qu'elles ne le pensaient. Encore aujourd'hui, le souvenir de cette fille aux grands yeux me rappelle à l'ordre quand nous lançons un nouveau projet.

En effet, aujourd'hui Moringa soutient le travail de 7 partenaires différents dans 4 pays différents : Éthiopie et Kenya—en Afrique anglophone ; Burkina Faso et Côte d'Ivoire, en Afrique francophone. Notre expérience sur le terrain nous a appris que le parcours scolaire est difficile partout en Afrique. Surtout si l'on n'a pas les moyens financiers nécessaires. Et tristement la plupart des Africains ne les ont pas.

La pauvreté à part, il y a d'autres facteurs importants, structurels et culturels qui expliquent pourquoi, malgré des progrès évidents, l'éducation reste un grand problème, un vrai défi pour les gouvernements africains, que l'anglais ou le français ou le portugais soient la langue officielle du pays.

Ce soir la Côte d'Ivoire nous servira d'exemple. Mais d'abord, pour mieux vous situer certains aspects problématiques dans le système éducatif ivoirien, il faudra un peu d'histoire. J'abrège fort, espérant de ne rien fausser,

II. Aperçu historique de la Côte d'Ivoire

Le territoire reconnu comme la Côte d'Ivoire devient une colonie française en 1893 mais les Français—et des Français de toutes sortes—y étaient présents depuis le milieu du siècle.

En 1842, par exemple, on signe le traité de protectorat de Grand Bassam, une ville où Moringa travaille.

Sautons à 1956, quand l'Assemblée nationale de la France approuve une loi qui autorise l'autonomie des colonies françaises. Chaque colonie suivra son propre chemin vers l'indépendance. Non sans polémiques. En effet, le passage du colonialisme à l'indépendance a

été fortement contesté dans chaque ancienne colonie. Certaines optent pour l'indépendance totale immédiatement, d'autres préfèrent y procéder lentement.

La Côte d'Ivoire est parmi ces dernières.

Elle déclare son indépendance entière de la France seulement en le 7 août 1960.

Félix Houphouët-Boigny, qui a servi dans la 4^{ème} République française en tant que député et ministre, devient le premier Président de la Côte d'Ivoire. Il restera dans ses fonctions jusqu'à son décès en 1993.

Pendant ce temps, le pays prospère économiquement, grâce surtout au cacao, au café et au bois tropical. Aujourd'hui, le pays—avec sa population de plus de 27 millions—est moins pauvre que d'autres en Afrique de l'Ouest en raison de ces industries.

Mais malheureusement, le pays a aussi connu deux guerres civiles : en 2002-2004 et surtout en 2010-2011, lors du passage contesté du quatrième Président, Laurent Gbagbo, au cinquième et actuel, Alassane Ouattara. Ces années de conflit ont profondément endommagé la vie des Ivoiriens : 3000 morts, des milliers de réfugiés internes, quantité de bâtiments détruits, endommagés, pillés, y compris plus de 500 écoles.

III. Le parcours scolaire ivoirien

Le système éducatif est parmi les structures les plus importantes que le colonialisme français a légué à ses anciennes colonies.

En Côte d'Ivoire, il se déroule sur 4 niveaux : pré-scolaire, primaire, secondaire, et supérieur. Chaque niveau est calqué sur le système français, avec certaines différences importantes au supérieur. L'enseignement public est gratuit mais le système reconnaît les écoles privées à tout niveau. Depuis 2015 seulement, l'école est obligatoire de 6 à 16 ans.

En mai 2021, le gouvernement a estimé la population scolaire (ce qui exclut le supérieur) à 6,7 millions d'élèves :

Pre-scolaire :	245,223 dont 51,8% filles
Primaire :	4, 102,828 dont 48% filles
Secondaire :	2, 436,014 dont 46% filles

Ces chiffres nous invitent à entrer au cœur de notre sujet—les obstacles qui entravent la réussite dans le parcours scolaire.

Ces chiffres mettent en évidence :

- l'importance démographique du primaire avec 4.1 millions d'élèves ;
- la diminution de 1,7 millions d'élèves dans le passage du primaire au secondaire
- le pourcentage diminuant des filles scolarisées d'un cycle au suivant :

52% en pré-scolaire ; 48% en primaire ; et 46% au collège et au lycée.

Un rapport de la Banque mondiale en 2017 place l'État ivoirien parmi les pays du continent africain qui dépensent le plus en matière d'éducation—5 %. C'est une bonne chose, bien sûr. Néanmoins, le même rapport constate la faible performance des élèves ivoiriens par rapport à la moyenne africaine. En particulier, il note que 1) de nombreux élèves ne savent pas lire et compter convenablement à la fin du primaire ; et 2) les adolescents ne fréquentent pas assez l'école, avec des taux d'abandon et de redoublement élevés. Ces deux faiblesses sont, bien évidemment, liées.

C'est pourquoi, dans ce qui suit, il faut examiner de près le parcours primaire et le secondaire classique, car c'est à ces deux niveaux-ci que se joue l'essentiel pour le futur des étudiants, de la population et du gouvernement.

IV. Le cycle primaire

Tout comme en France, le cycle primaire ivoirien comprend 6 niveaux.

Cours préparatoires (CP) 1 et 2

Cours élémentaires (CE) 1 et 2

Cours moyens (CM) 1 et 2

À la fin des études primaires, les élèves passent un examen pour gagner le Certificat d'études primaires élémentaires (le CEPE), obligatoire pour passer en secondaire. Ils se présentent par la suite aux différents concours pour entrer en classe de 6^e aux collèges et lycées. Un point intéressant à noter, c'est qu'en 1989 la France a supprimé son équivalent du CEPE, le Certificat d'études primaires (le CEP).

Le gouvernement ivoirien s'active pour améliorer l'accès et la qualité de l'enseignement au primaire. En cette optique, par exemple, en octobre de cette année il a adopté les mesures suivantes : 1) la réinstauration des compositions de passage en classe supérieure dans tous les niveaux du primaire ; et 2) le retour de la dictée afin d'aider les élèves à améliorer leurs sens de l'écoute, la compréhension et surtout leurs capacités rédactionnelles.

Maintenant, je vous invite à regarder un petit vidéo qui offre un aperçu rapide de la réalité scolaire de Juliana, une élève en CM2.

Deux petites observations d'abord:

- Primo, le joli accent est ivoirien parfois difficile à comprendre—surtout chez l'instituteur—et les sous-titres sont en anglais, mais avec vos propres yeux vous noterez plein de détails qui informent sur la vie scolaire en zone rurale ivoirienne de cette jeune élève bien motivée.
- Secundo, le Partenariat mondial pour l'éducation (PMG), l'ONG qui a créé ce vidéo, affiche à juste titre sa contribution de 41,4 millions de dollars pour améliorer l'accès et

la qualité de l'éducation de base qui sont deux grands problèmes auxquels il faudra revenir.

VIDEO DE JULIANA: <https://www.youtube.com/watch?v=4CPtuE9nSeo>

SUITE AU VIDEO

Ce très beau vidéo présente une image optimiste et sympathique de l'école primaire en zone rurale. A mon avis, il présente une image un peu trop « vie en rose » car elle ne correspond pas tout à fait à ce que j'ai vu et ce que les élèves que j'ai connus me racontent.

Voici trois problèmes importants :

1. Surtout, le peu d'élèves dans cette classe. Partout où je vais, les classes de primaire comptent au moins 50 et jusqu'à 60 et plus élèves. En secondaire, on arrive facilement à 80 et même 90 dans un cours.

Ce surpeuplement des classes est un problème énorme. Comment voulez-vous qu'un professeur fasse bien son travail avec un effectif pareil ? Comment voulez-vous que les élèves apprennent ? qu'ils réussissent leur année et arrivent préparés à la fin du parcours primaire ? Eh bien, tout simplement, trop d'élèves n'y arrivent pas. Toujours d'après la Banque mondiale, à la fin du primaire, les jeunes Ivoiriens lisent et calculent moins bien que les jeunes Burundais, Burkinabè et Sénégalais. Et seulement 63,1 % des élèves ivoiriens achèvent le cycle primaire contre 72,6 % en Afrique et 92,8 % en pays de revenu intermédiaire.

2. L'instituteur insiste que les parents, pour la plupart non-scolarisés et analphabètes eux-mêmes, sont contents de voir leurs enfants scolarisés. Mais le vidéo ne parle pas de ce que l'on appelle les charges cachés tels les droits d'inscription, des prestations sociales, le coût des manuels, uniformes et autres fournitures scolaires. L'éducation a beau être gratuite, ces parents pauvres comment paient-ils les charges cachés qui sont tous à la charge des parents, dans le privé comme dans le public ?

Heureusement, le gouvernement s'est rendu compte du fardeau financier que ces charges représentent. Tout récemment, le Ministère de l'éducation a distribué gracieusement des millions de kits scolaires, comprenant des fournitures et parfois des ouvrages, dans des écoles de quartiers défavorisés d'Abidjan ou de communes rurales, afin d'alléger le budget de rentrée des familles

3. Le vidéo montre les élèves avec des cahiers de calcul, non pas livres. C'est parce que les livres manquent, trop et trop souvent. Selon le rapport 2017 de la Banque mondiale : en CP, 61 % des élèves ont un livre de calcul ; en CE, ce chiffre baisse à 23.5% ; en CM2, on remonte un peu : 33 % ont un livre. C'est le même triste constat pour les livres de lecture.

Le problème s'aggrave par le coût élevé des livres. Selon un article récent dans *Le Monde Afrique*, une famille en zone urbaine avec 3 enfants peut facilement dépenser deux tiers du salaire mensuel pour les acheter. En plus, la liste officielle des livres scolaires change chaque année, de façon que dans les années suivantes, les familles ne peuvent pas passer des livres d'un enfant à autre, ou aux enfants des parents ou d'amis. Ils doivent en acheter des nouveaux.

Et voici une difficulté délicate dont on ne parle pas :

L'éducation est gratuite et obligatoire, mais si les parents n'ont pas déclaré la naissance, l'enfant ne peut pas se présenter aux examens de passage pour le CEPE. Il ne peut non plus présenter son dossier scolaire à une école secondaire.

Déclarer un enfant est donc un sujet d'importance primordiale. En effet, la déclaration permet à l'enfant d'exister officiellement et d'être reconnu devant la loi et par l'État. Le site officiel du gouvernement à cet égard ne saurait être plus clair : « Ainsi l'enfant aura droit à aller à l'école, pourra obtenir dès l'âge de 18 ans une pièce d'identité (CNI, passeport, ou autre), solliciter un emploi reconnu, ouvrir un compte en banque, voter, entreprendre un mariage légal, etc. »

Le pire effet du manque d'identité civile est que l'enfant, et ensuite l'adulte qu'il devient, est facilement sujet à la traite des êtres humains, pour le travail et/ou pour le sexe.

La déclaration est gratuite pour les 3 mois suivant une naissance mais elle coûte cher après (de 12,000 à 30,000 CFA), trop cher pour beaucoup de parents, qu'ils habitent la ville ou la campagne. Le problème est compliqué non seulement par le manque de renseignements de la part des parents, mais aussi par le fait que beaucoup de parents n'ont pas d'identité civile eux-mêmes et doivent remédier d'abord à leur propre cas s'ils veulent assurer le futur de leurs enfants. Souvent, à la fin, la déclaration devient tout simplement une affaire trop compliquée et on y renonce.

Il faut aussi se demander la part que joue le manque d'identité civile dans la grande réduction déjà notée de 1,7 millions d'élèves lors du passage du primaire en secondaire.

V. Réflexion

Comme porte d'entrée aux difficultés du cycle secondaire, un petit rappel statistique :

- Des 4,1 millions et plus d'élèves au primaire, l'effectif au secondaire diminue à 2, 4 millions à peu près ;
- C'est une chute franchement alarmante, car la plupart de ces élèves sont censés avoir réussi leur CEPE. Rappelez le chiffre étonnant de 95% de réussites au CEPE en 2020. Comment expliquer cette baisse ? Et surtout, où sont passés les 1,7 millions de jeunes qui manquent au secondaire ? Et comment un pays peut-il former la main d'œuvre nécessaire à faire croître l'économie nationale ?

- Les ministres de l'éducation de 15 pays d'Afrique francophone mettent leur doigt collectif sur une cause importante : « *Plus de la moitié (55 %) des élèves de quinze pays d'Afrique francophone débutent leur scolarité dans le secondaire sans savoir ni écrire, ni lire* ».
- Les étudiants arrivent au collège avec de grosses lacunes de base ; les absences, les redoublements et finalement les abandons s'ensuivent inévitablement ;
- Et le nombre de ceux qui ne peuvent se présenter aux examens de passage, faute d'identité civile, ne figure même pas dans les statistiques.
- Existe-t-il une colonne officielle qui trace le nombre de « Déscolarisés » ? C'est à ces jeunes-là, pour la plupart pauvres, que la société devrait penser.
- Et le gouvernement aussi.

Le gouvernement actuel semble en effet reconnaître que le problème des déscolarisés et les trop mal scolarisés aura des effets négatifs considérables sur l'économie, où une main d'œuvre préparée manque depuis longtemps.

Le gouvernement ne dit pas ouvertement que le problème se situe d'abord au niveau du primaire, mais ses décisions les plus récentes en donnent la preuve. Ainsi, parmi d'autres mesures, le gouvernement s'est chargé de construire énormément de bâtiments pour le primaire. 15,000 salles depuis 2015, l'année quand l'éducation de 6 à 16 est devenue obligatoire. Comme celle que fréquente Juliana. En matière de qualité, en octobre de cette année, le Conseil des ministres a approuvé une nouvelle mesure pour « promouvoir l'enseignement du français et des mathématiques, comme disciplines structurantes et indispensables à l'acquisition de compétences dans les autres disciplines. » Désormais ces deux matières porteront le plus fort coefficient 3 dans l'évaluations des élèves de primaire.

Mais assez de ces chiffres froids et distants à la fois de notre expérience humaine et de la réalité scolaire vécue des étudiants.

Pour mieux comprendre le parcours au secondaire, changeons d'optique et considérons plutôt certains aspects culturels et personnels du parcours.

VI. Le cycle secondaire

A. Une approche à la fois personnelle et culturelle.

Je suis très contente de vous présenter Marysol De Vita, la fille charmante et éloquente de nos chers partenaires qui sont les responsables de deux grands centres de l'ONG Groupe Abel à Grand Bassam. Marysol nous parlera de son expérience d'élève dans une école primaire et un collège privés ivoiriens.

VIDEO DE MARYSOL DE VITA

Quelques commentaires :

Marysol met le doigt sur quelque chose d'essentiel pour le succès et la maturité des étudiants: un rapport de confiance avec les professeurs. Elle maintient que les étudiants se fient des professeurs en tant que professeurs, mais toutefois, n'osent pas s'exprimer avec comme individus avec leurs propres opinions et réflexions. Toute interaction entre eux est encadré, contrôlé. Ce qui manque est une culture de confiance, la volonté d'écouter l'enfant. Ce qui domine est une culture de distance et de punition, de réponses toute faites plutôt que réfléchies—non seulement avec les professeurs, mais aussi avec les parents. « Bonne note, tu mérites un cadeau. Mauvaise note, voici ta punition. » Et comme Marysol note, cette culture se trouve surtout dans les familles moins stables financièrement, pour parents qui connaissent mal les enjeux de l'enseignement.

Mais si, par contre, la confiance régnait ? Quels changements verraient-ils tous? Étudiants et professeurs ? Enfants et parents ?

B. Quelques problèmes particuliers au secondaire

Comme tout système d'enseignement, le secondaire ivoirien connaît certaines difficultés particulières. Pour conclure cette présentation, j'aimerais très brièvement vous en exposer une : maintenir la scolarisation des jeunes filles.

Bien que l'école soit obligatoire jusqu'à 16 ans, seule la moitié des filles inscrites finissent le collège, et un quart le lycée. Ainsi, partout sur le territoire national, le gouvernement a fait de la scolarisation de la jeune fille un axe majeur de sa politique en matière d'éducation. Les actions prioritaires selon le Plan stratégique d'accélération de l'éducation des filles (PSAEF) sont les suivantes:

- Augmenter le taux d'accès des filles de 5 points
- Garantir le maintien des filles à l'école,
- Lutter contre toutes les formes de violences à l'égard des filles et
- Renforcer la gouvernance de l'éducation des filles.

Et pourtant, les chiffres montrent que le nombre de filles scolarisées diminue en secondaire. Pourquoi ?

En partie, c'est une question de logement sûr et de grossesses précoces. Les deux problèmes sont strictement liés.

Ces dernières années, la mode du logement a beaucoup changé. Il existe actuellement peu d'internats et peu de foyers pour loger les jeunes qui viennent des villages environnants. Quand bien même il y en avait beaucoup plus de logements sûrs traditionnels, beaucoup de jeunes d'aujourd'hui veulent vivre plus indépendamment que par le passé. C'est ainsi que, même avec les meilleures des intentions et peut-être aussi un peu de naïveté, les parents permettent que leurs enfants vivent à plusieurs dans des logements indépendants, souvent franchement des taudis. Ils sont censés être suivi par un tuteur, mais la plupart du temps celui-ci ne s'en occupe presque pas et les jeunes sont souvent livrés à eux-mêmes. De cette situation

on arrive facilement aux grossesses précoces et à l'abandon des études par les futures filles-mères. Une triste expression ivoirienne en dit l'essentiel : « *C'est bébé qui a fait bébé.* »

Pour mieux faciliter le maintien à l'école des filles admises au collège et au lycée, le gouvernement a commencé à construire des collèges près des villages. On les appelle les écoles de proximité. Leurs avantages sont multiples : les étudiants restent chez eux, évitant aux parents les frais d'internat, de foyer ou de tuteur. Bien sûr, l'idée de base c'est qu'en restant chez elles les filles vont rester scolarisées car les grossesses et les mariages précoces seront plus facilement évités.

Conclusion

Comme nous venons de comprendre, réussir son parcours scolaire en Côte d'Ivoire est certainement possible, mais rendu difficile par une situation très complexe.

Le gouvernement ivoirien fait beaucoup d'efforts mais le chemin qui mène au but national est long et lent, surtout pour les changements culturels. Les ONG comme le Caritas, le Groupe Abel et maints d'autres travaillent dur, sans trêve on pourrait dire, pour venir en aide aux multiples besoins. Mais ces efforts suffiront-ils ? La petite Juliana, par exemple, pourra-t-elle continuer ses études après le primaire ? Saura-t-elle réussir son CEPE ? Y a-t-il un collège près de son village où elle pourra poursuivre son parcours ? Si elle n'y va pas, aura-t-elle suffisamment appris pour encourager sa propre fille à poursuivre ? Juliana lui donnera-t-elle le goût d'apprendre, de voir le monde autour d'elle avec de différents yeux ?

Moi, je suis optimiste, tout en reconnaissant qu'il reste beaucoup à faire et il faut voir à long terme, avoir de la patience en même temps que pousser au maximum. L'éducation est un droit fondamental. On le sait. Surtout l'éducation de base. Le primaire et le secondaire. Elle aide à promouvoir le développement et réduire la pauvreté. Elle améliore les niveaux de santé et l'égalité entre les sexes.

On doit aussi se poser des questions sur la compatibilité du système éducatif hérité du colonialisme français avec les besoins d'une société plus moderne. Ces problèmes ne sont pas exclusivement ivoiriens, ni africains. Tous nos pays se questionnent ou devraient se poser des questions très sérieuses sur le but et la forme de l'éducation nationale actuelle. Le futur de chaque pays, voire de notre planète, dépend de comment nous formerons les futures générations. La responsabilité est la nôtre. C'est triste constater combien de parcours scolaires hérités du passé sont toujours viables de nos jours.

On parle beaucoup ces jours-ci, pendant les deux semaines de la Conférence de Glasgow de 2021 sur les changements climatiques, de la volonté politique. Eh bien, il faut en avoir et en avoir toujours plus, pour réussir à dominer les problèmes du climat et de tous les domaines de la société moderne internationale. Y compris l'éducation de nos jeunes. Une tâche difficile mais possible.